



CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

PROJET DE CREATION D'UNE AIRE DE TRAIL

Entre :

La Communauté de communes du Pays de Falaise, représentée par son Président, Jean-Philippe MESNIL, ou son délégué, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du 25 05 2023 ;

Et

La Communauté d'Agglomération de Flers Agglo, représentée par son Président, Yves GOASDOUE, ou son délégué, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire du 28.06.2023 ;

La Communauté de communes du Val d'Orne, représentée par son Président, Sébastien LEROUX, ou son délégué, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire du ;

La Communauté de communes Cingal-Suisse Normande, représentée par son Président, Jacky LEHUGEUR, ou son délégué, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire du

PREAMBULE

Conscientes de l'intérêt d'offrir aux trailers un terrain de jeu de qualité au travers de la Suisse normande, les intercommunalités locales se sont associées pour lancer un projet de création d'une « aire de trail ».

Au cœur d'une nature digne des plus belles cartes postales, les monts et vallées de Suisse Normande, sans oublier les villages de charme, recèlent des trésors insoupçonnés qui feront le bonheur des trailers.

Le passage par tous les sites emblématiques du territoire ainsi que la localisation des hébergements ont présidé au choix du tracé des circuits.

Attentives à la préservation de cet environnement d'exception, disposant de nombreux Espaces Naturels Sensibles, les collectivités ont tout mis en œuvre afin de limiter les impacts sur la faune et la flore (zones Natura 2000, ZNIEFF 1 et 2).

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent groupement a pour objet la coordination de la commande publique dans les conditions prévues par les articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique.

L'objet du groupement est la passation et l'exécution des marchés dans le cadre de la création d'une « **aire de trail** ».

Le marché sera composé de 3 lots, à savoir :

- Lot n°1 : Etude et accompagnement
- Lot n°2 : Fourniture de jalonnement et signalétique d'animation
- Lot n°3 : Promotion et communication

ARTICLE 2 – DUREE

Le présent groupement de commandes est constitué à compter de la date de signature de la présente convention jusqu'au terme du marché.

ARTICLE 3 – SIEGE

Le siège administratif du groupement est fixé à la Communauté de communes du Pays de Falaise, Zone d'Activités de Guibray, Rue de l'industrie 14700 Falaise.

ARTICLE 4 – MEMBRES

Les membres du groupement de commandes sont :

- La Communauté de communes du Pays de Falaise,
- La Communauté d'agglomération de Flers Agglo,
- La Communauté de communes du Val d'Orne,
- La Communauté de communes Cingal-Suisse Normande.

ARTICLE 5 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

➤ L'adhésion

L'adhésion se fait par signature de la présente convention après délibération de l'assemblée délibérante de chacun des membres.

L'adhésion d'une nouvelle intercommunalité ne nécessite pas de délibération concordante de l'ensemble des assemblées délibérantes des membres.

➤ Le retrait

Le retrait du groupement s'effectue par dénonciation de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux membres, au moins quatre mois avant l'échéance du marché en cours. Le retrait ne permet pas au membre sortant de s'exonérer des engagements annuels pris antérieurement auprès du groupement, ou des titulaires de marchés.

➤ L'exclusion

En cas de manquement à ses obligations, et après mise en demeure restée sans effet, l'exclusion d'un membre du groupement peut être prononcée par la majorité des membres, après que l'adhérent ait été entendu.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DES MEMBRES

Les membres s'engagent à signer avec le co-contractant retenu un marché à hauteur de leurs besoins propres qu'ils ont indiqués préalablement au lancement des consultations.

ARTICLE 7 – COORDONNATEUR ET REPARTITION DES ROLES ENTRE LE COORDINATEUR ET LES AUTRES MEMBRES DU GROUPEMENT

Le coordonnateur du groupement est la Communauté de communes du Pays de Falaise.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des dispositions du Code de la Commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations des cocontractants. En particulier, le coordonnateur est chargé de :

- recueillir et synthétiser les besoins des membres ;
- décider de la procédure de mise en concurrence adaptée, dans le respect des règles relative à la commande publique ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- faire paraître l'avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre les dossiers de consultation des entreprises aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- convoquer la commission constituée pour analyser les offres et établir les procès-verbaux ;
- présider cette commission et veiller à son bon fonctionnement ;
- informer les candidats non retenus ;
- mettre au point le marché ;
- signer le marché public ;
- transmettre, le cas échéant, les pièces du marché au contrôle de légalité ;
- notifier le marché ;
- faire paraître l'avis d'attribution ;
- gérer la sous-traitance le cas échéant ;
- gérer les avenants et les notifier ;
- gérer le contentieux lié à la procédure de passation du marché public pour le compte du groupement de commandes.

Les membres du groupement de commande ont pour mission de :

- transmettre au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation du marché ;
- informer le coordonnateur de toute information susceptible de faire évoluer le cahier des charges et respecter les délais de réponse lors des demandes du coordonnateur ;
- respecter les clauses du marché public signé par le coordonnateur ;
- participer au bilan de l'exécution du marché en vue de son évolution en cours de marché (avenant) ;
- assurer l'exécution technique et financière du contrat en ce qui concerne chaque membre du groupement. Il s'agit en l'occurrence de l'envoi des ordres de services, de l'émission et la gestion des bons de commande, la gestion des livraisons, le paiement des factures... A ce titre, les membres du groupement recevront directement les factures qui les concernent.
- agir en justice en cas de litige que ne concerne que sa propre prestation.

ARTICLE 8 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

La Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes est constituée d'un représentant élu parmi les membres du groupement désigné selon les modalités qui leurs sont propres. Elle est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

Le Président de la commission pourra désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnalités pourront participer avec voix consultative aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres.

ARTICLE 9 - MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DU GROUPEMENT

Les missions du coordonnateur sont réalisées à titre gratuit dans le cadre du présent groupement.

ARTICLE 10 – LES MARCHES – OBLIGATIONS DE CHAQUE ACHETEUR

Le ou les opérateurs économiques sont désignés par la Commission chargée de l'attribution des marchés au sein de la collectivité coordonnatrice.

Chaque membre du groupement s'engage à ne travailler qu'avec le(s) prestataire(s) retenu(s) et lui régler les sommes à hauteur du montant fixé dans le marché et en fonction des besoins préalablement déterminés et exposés au coordonnateur.

Le Coordonnateur signe les marchés avec le(s) prestataire(s) retenu(s) à l'issue de la consultation et pour l'ensemble des membres. Il en adresse ensuite une copie à chacun des membres du groupement.

ARTICLE 11 – MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES SUBVENTIONS

Chaque membre du groupement de commandes effectuera pour son propre compte les demandes de subventions relatives à cette opération auprès du Conseil Départemental du Calvados et du Conseil régional de la région Normandie.

En revanche, le coordonnateur du groupement aura à charge d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'obtention de la subvention LEADER. En cas d'obtention de celle-ci, le coordonnateur du groupement s'engage à reverser à chaque membre, une somme correspondante au prorata du montant de la prestation effectuée sur chacun des territoires.

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

Le projet de modification est adressé au coordonnateur qui en assure la diffusion auprès des membres du groupement.

La proposition de modification est adoptée dès lors qu'elle aura été décidée par la majorité des membres listés à l'article 4.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de litige quant à l'application de cette convention, les parties s'efforceront de la régler à l'amiable. A défaut, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif par la partie la plus diligente.

SIGNATURES

A FALAISE,

LE

Le Président de la Communauté de communes du Pays de Falaise, Monsieur Jean-Philippe MESNIL	
Le Président de la Communauté d'Agglomération de Flers Agglo, Monsieur Yves GOASDOUE	
Le Président de la Communauté de communes du Val d'Orne, Monsieur Sébastien LEROUX	
Le Président de la Communauté de communes Cingal-Suisse-Normande, Monsieur Jacky LEHUGEUR	